

## Face à la dictature du néo-libéralisme, les communs sont de retour

15 juillet 2015 / Barnabé Binctin (Reporterre)



**Alors qu'en Grèce, le néo-libéralisme impose sa loi inflexible, donnant tout au marché et prônant la privatisation intégrale des biens publics, la théorie des biens communs grandit et propose un autre chemin.**

---

Quel est le point commun entre le « *Boléro* » de Ravel, la Cordillère des Andes et Wikipedia ? La réponse est dans la question : le commun. Le Boléro de Ravel, en tant qu'œuvre qui reviendra au domaine public en

2016, la Cordillère des Andes, en tant que ressource naturelle et patrimoine culturel à préserver, et Wikipedia, en tant que plateforme encyclopédique libre et participative, sont trois avatars distincts de ce qu'on appelle les biens communs - ou simplement les « *communs* ».

L'idée n'est pas tout à fait nouvelle. Dans son livre d'entretiens intitulé *Le bien commun*, Noam Chomsky rappelle que cette philosophie puise sa source dans la *Politique* d'Aristote : « Pour Aristote, la démocratie doit nécessairement être participative (...) et viser le bien commun ». D'autres évoquent la *magna carta*, dont on célèbre le 15 juin, les 800 ans d'existence. Ce texte fondateur du droit anglo-saxon, considéré comme un « *prémice de l'invention de la démocratie* », s'accompagnait d'une Charte de la forêt, première à instituer les biens communs avec l'idée d'un accès partagé aux ressources naturelles.

Ce sont les travaux plus récents d'Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, qui ont relancé l'intérêt pour ce concept. Or, alors que la question de la gestion des ressources naturelles se pose chaque jour avec plus d'acuité, M<sup>me</sup> Ostrom s'est attachée à démontrer que, depuis longtemps et presque partout dans le monde, des communautés ont su s'organiser de manière collective et autonome pour gérer ensemble des biens communs.

### Une définition incertaine

Mais qu'est-ce donc exactement qu'un bien commun ? Le terme recoupe aujourd'hui un ensemble très varié : des ressources naturelles, à l'image de la terre ou des *semences*, les logiciels libres, une *bibliothèque* ou l'information que vous lisez sur *Reporterre* peuvent être assimilés à des biens communs... tout comme le langage lui-même : « Une ressource que tout le monde peut utiliser librement, mais dont les mots et les lettres font de plus en plus souvent l'objet de marques déposées », souligne David Bollier dans l'introduction de *La renaissance des communs*.

Le bien commun peut donc être matériel (l'œuvre d'art) et immatériel (la connaissance), il peut s'agir d'une ressource (l'eau) ou du service associé (l'accès à l'énergie), embrasser le cadre global de la planète terre (la biodiversité mondiale) ou localisé sur un territoire (les forêts tropicales) : le terme est riche d'une grande diversité d'aspects tout autant que d'interprétations. « Lâcher le terme de bien commun dans une salle fait l'effet d'une petite bombe... qui explose différemment dans la tête de chaque personne » écrit de son côté Pablo Servigne.



## Ni Etat, ni marché

Si historiquement, le commun évoque d'abord ce qui appartient à tous et donc à personne – autrement dit, ce qui n'est pas appropriable – le travail de réflexion autour de la définition des biens communs intègre de nouvelles dimensions. « *Il ne s'agit plus tant de la ressource elle-même que du processus de travail qui vise à partager cette ressource* », analyse Hervé le Crosnier, enseignant-chercheur spécialisé sur les biens communs. Les communs deviennent la troisième voie, un système de gestion intermédiaire entre le marché et l'Etat.

Car si la voie de la privatisation totale des ressources, gérées par le marché, ne fonctionne pas, Pablo Servigne rappelle que « *les cas où la ressource est gérée par une institution centralisée unique (souvent l'Etat) mènent aussi à des désastres* ». La théorie des biens communs s'offre comme la solution alternative, grâce à « *la clarté d'un nouveau paradigme qui répond à plein de questions que l'on se pose sur l'absence de l'Etat, la force excessive du marché, la place du citoyen et de la société civile, etc.* », explique Philippe Cacciabue, fondateur de la foncière Terres de lien, outil de mutualisation du foncier agricole pour les paysans.

« *De plus en plus de gens se rendent compte que les gouvernements et les marchés ne peuvent pas, et ne veulent pas, résoudre leurs problèmes. Tous deux sont structurellement limités dans leurs capacités* », poursuit David Bollier. « *Les communs séduisent de nombreuses personnes parce qu'ils leur fournissent les moyens de définir collectivement leurs propres règles et de concevoir leurs propres solutions pratiques. Le sens fondamental des communs est précisément celui-là : agir et coopérer avec ses pairs, de manière auto-organisée, pour satisfaire ses besoins essentiels.* »

### Les « commoneurs » défrichent un nouvel imaginaire

De fait, ils sont de plus en plus nombreux à se revendiquer de la philosophie des biens communs, au fur et à mesure que l'approche s'impose dans le paysage. « *Je me suis senti comme Monsieur Jourdain dans le Bourgeois gentilhomme : j'ai réalisé que cela faisait trente ans que je faisais des communs sans le savoir* », raconte Etienne Le Roy, juriste et anthropologue.

Un néologisme incertain les désigne même, désormais : les « commoneurs », que le journaliste Olivier Petitjean définit comme les « *acteurs d'un système de production, de relations sociales et de gouvernance alternatif au néolibéralisme* ». Silvère Mercier, co-fondateur du collectif Savoirs Com1 et commoneur assumé, y voit par exemple « *une brèche, un nouvel imaginaire qui s'ouvre et qui permet de réinterroger notre rapport au politique, au droit et à l'économie* ».

S'il peine encore à se rendre visible, ce vaste mouvement tend à se structurer autour de quelques plateformes qui rassemblent des acteurs très hétéroclites. OpenStreetmap (projet de cartographie mondiale librement modifiable), le Festival du domaine public (festival consacré aux œuvres libres de droit), les Petits débrouillards (réseau d'éducation populaire à la science) ou bien encore l'association des populations des montagnes du monde (association de défense des « *voix des montagnards* »), et autres étaient ainsi présents le 15 juin dernier, lors d'un événement hébergé par la fondation Mozilla.

La date anniversaire de la magna carta servait de présentation au programme du Temps des communs, un festival organisé en octobre prochain pour « *célébrer et mettre au centre de l'attention publique* » ce qui s'apparente aujourd'hui à des biens communs. Reporterre prépare, en complémentarité, une rencontre sur les biens communs à la rentrée 2015.

---

**Lire aussi :** [notre Dossier sur les Biens communs](#)

---

**Source :** Barnabé Binctin pour Reporterre

**Images :**

. Dessin : © Pascal Lemaître pour Reporterre  
. Photo : Pixabay (CC/JohnPotter)

Cet article a été réalisé avec le soutien de la [Fondation pour une terre humaine](#)



- Emplacement : Accueil > Editorial > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Face-a-la-dictature-du-neo-liberalisme-les-communs-sont-de-retour>